

# Intentions « malavisées » : la résistance à AFRICOM

Capitaine Moussa Diop Mboup, Armée sénégalaise,  
Michael Mihalka, Ph.D. et  
Commandant Douglas Lathrop, U.S. Army, à la retraite

« *Je pense que, en un certain sens, nous n'avons probablement pas fait le travail qui aurait été requis pour gagner le soutien nécessaire à AFRICOM.* »

—Secrétaire à la Défense Robert Gates, 13 juin 2008<sup>1</sup>

L'IMPORTANCE DE L'AFRIQUE a nettement augmenté pendant que George W. Bush était Président. Le Président Bush a indiqué ce changement stratégique en termes dénués de toute ambiguïté : « L'Afrique est de plus en plus cruciale pour nos intérêts stratégiques. Nous avons constaté que les conditions existant de l'autre côté du monde peuvent avoir un impact direct sur notre propre sécurité. » Bush a plus que quadruplé l'aide envoyée à l'Afrique. Il a lancé de nombreux programmes qui aident l'Afrique, notamment le *Millennium Challenge Account*, le *President's Emergency Plan for AIDS Relief*, l'*Africa Education Initiative*, la *President's Malaria Initiative*, le *Congo Basin Forest Partnership* et l'Initiative to End Hunger in Africa. Sur le plan militaire, son plus grand accomplissement a été l'établissement d'un nouveau commandement, *Africa Command* (AFRICOM), qui est en train d'adopter un nouveau style de collaboration interagences

pour refléter la diversité des problèmes auxquels il est confronté, du terrorisme jusqu'au sida. Cependant, les Africains eux-mêmes voient AFRICOM avec scepticisme et méfiance.

La réaction des médias à AFRICOM dans l'ensemble de l'Afrique n'a pas été très favorable. À Johannesburg, le *Business Daily* a protesté : « L'expansion d'une base militaire géopolitique stratégique américaine sur le continent aggravera beaucoup des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée actuellement. »<sup>2</sup> *Le Reporter* à Alger a dit l'opinion suivante : « Les pays africains doivent tirer les conséquences des souffrances d'autres pays (Irak et Afghanistan). »<sup>3</sup> Et Dalue Mbachu, un journaliste du Nigeria, s'est lamenté : « L'accroissement de la présence militaire des États-Unis en Afrique servira peut-être simplement à protéger des régimes impopulaires qui leur sont favorables, comme cela fut le cas pendant la Guerre froide, tandis que l'Afrique continue à sombrer plus profondément dans la pauvreté. »<sup>4</sup> La blogosphère africaine a également réagi de façon très négative, considérant AFRICOM comme un tremplin pour une plus ample exploitation du continent par les États-Unis et de leur ingérence dans leurs affaires intérieures.<sup>5</sup>

---

*Le Capitaine Moussa Diop Mboup est le officier d'état major responsable pour les opérations de maintien de la paix au Quartier Général des Forces Armées Sénégalaises, Division Formation et Organisation, à Dakar. Il est titulaire d'un mastère en Relations internationales de Webster University au Missouri et d'un MMAS de l'U.S. Command and Staff College.*

*Michael Mihalka, Ph.D., est actuellement professeur à la School for Advanced Military Studies. Il a effectué des présentations dans des universités en Ukraine, en Hongrie, en Slovaquie et en Roumanie. Le Professeur*

*Mihalka a obtenu son Doctorat en Science politique à l'University of Michigan.*

*Le Commandant Douglas Lathrop, U.S. Army, à la retraite, a passé la plus grande partie de sa carrière comme officier du service étranger pour la région Afrique subsaharienne. M. Lathrop est instructeur au U.S. Army Command and General Staff College. Il est titulaire de licences de Western Michigan University et de University of Saint Mary, et d'un Mastère en Affaires de sécurité nationale et d'Études africaines de la Naval Postgraduate School.*



(Photo AP, Rebecca Blackwell)

*Des travailleurs portuaires sénégalais font les préparatifs nécessaires en vue de l'arrivée du navire USS Fort McHenry dans le port de Dakar, Sénégal, le 5 novembre 2007. Les Africains craignent que l'Amérique n'ait certaines arrière-pensées en raison de sa lutte contre le terrorisme et de son désir de s'accaparer les ressources du continent.*

De nombreux responsables africains n'ont rien eu de meilleur à dire. Abdullahi Alzubedi, l'ambassadeur libyen en Afrique du Sud, a déclaré à un journaliste :

Comment les États-Unis peuvent-ils diviser le monde en ses propres commandements militaires ? Cette tâche n'aurait-elle pas dû incomber aux Nations Unies ? Que se passerait-il si la Chine décidait également de créer son propre Commandement pour l'Afrique ? Est-ce que cela ne causerait pas un conflit sur le continent ?<sup>6</sup>

Seuls certains petits pays africains tels que le Liberia ont fait preuve d'enthousiasme pour le projet, en partie parce qu'ils pensent que les États-Unis feront efficacement contrepoids aux hégémonies régionales africaines.<sup>7</sup> Il est d'ailleurs tout à fait vrai que ces pays à tendances hégémoniques, en particulier le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Algérie et la Libye, ont été dès le début des critiques bruyants du projet. Il existe des raisons variées pour lesquelles les Africains

résistent à l'implantation d'AFRICOM, et ces raisons ne sont pas les mêmes suivant la région, mais quatre raisons principales ressortent de l'analyse.

### **L'influence croissante de la Chine**

L'influence croissante de la Chine donne aux Africains un choix et, au moins à court terme, ce pays semble présenter beaucoup plus d'avantages. Ceci a une importance considérable pour la politique africaine des États-Unis. Le continent africain est devenu l'un des principaux théâtres d'opérations pour la prochaine « Guerre froide » entre les États-Unis et la Chine. Par conséquent, la résistance à un engagement américain accru sur le continent est un précurseur de la compétition émergente portant sur le partage de zones d'influence. Dans cette compétition, la stratégie géopolitique opportuniste de la Chine est en train de permettre à ce pays de gagner les premiers rounds. (La Chine a poursuivi une stratégie similaire également couronnée de succès en Asie centrale.)<sup>8</sup>

La Russie aussi pourrait devenir un acteur. Gazprom, la société gazière russe, s'efforce actuellement de prendre le contrôle des champs de gaz naturel abandonnés par la Royal Dutch Shell au Nigeria.<sup>9</sup> Plusieurs sociétés chinoises ont également exprimé de l'intérêt dans les champs de l'Ogoniland qui contiennent des réserves de gaz naturel estimées à 10 trillions de mètres cubes.

Les Africains et la plupart des journalistes refusent de croire les États-Unis malgré le fait que ces derniers ne cessent d'affirmer qu'AFRICOM n'a rien à voir avec la Chine. L'une des premières questions posées en juin 2008 à la Secrétaire d'État adjointe à la Défense pour la politique africaine de l'époque, Theresa Whelan, a été : « Pourquoi n'avez-vous pas mentionné la Chine dans votre briefing ? » Voici ce qu'elle a répondu alors :

Je n'en ai pas parlé pour une très bonne raison – parce que ceci n'est pas au sujet de la Chine. Tout le monde semble vouloir que ce soit au sujet de la Chine, et peut-être y a-t-il une certaine nostalgie de la Guerre froide, je ne sais pas. Mais ceci n'a rien à voir avec la Chine. Ceci concerne les intérêts des États-Unis en matière de sécurité en Afrique, dans le contexte plus large de la sécurité dans le monde. La Chine, c'est vrai, s'engage plus en Afrique, à la fois pour – principalement pour des raisons économiques. La Chine est intéressée par les ressources naturelles de l'Afrique, et elle souhaite pouvoir les

un pays capitaliste. Notre économie est construite sur le principe de la concurrence. Ce n'est donc pas vraiment un problème pour nous.<sup>10</sup>

Mais les Africains n'y croient pas vraiment, et beaucoup d'Américains sont également sceptiques à ce sujet.

Un briefing de 2007 dont tout le monde parle en Afrique liste quatre perceptions courantes des raisons pour lesquelles les États-Unis ont lancé le projet AFRICOM : les ressources naturelles de l'Afrique, son déficit démocratique, la présence croissante de la Chine et le terrorisme.<sup>11</sup> D'autres analystes sont encore plus francs : « Le Pentagone prétend que la seule raison d'être d'AFRICOM est d'intégrer la coordination et de 'construire les capacités des partenaires', mais la nouvelle structure a réellement pour objectifs de s'approprier des ressources naturelles, de contrer le terrorisme et de refouler l'influence chinoise. »<sup>12</sup>

### **La stratégie antiterroriste des États-Unis**

Le continent africain n'est pas hostile à un rejet de la stratégie antiterroriste des États-Unis. La stratégie antiterroriste de ce pays a convaincu les pays africains de l'égoïsme des préoccupations des États-Unis concernant la sécurité en Afrique. La « Guerre contre le terrorisme » est devenue un sujet brûlant pour certains pays africains, en particulier ceux qui ont une population musulmane importante sur leur territoire, parce qu'ils en craignent les effets déstabilisateurs et le risque de radicalisation. De plus, certaines organisations de la société civile africaine, des activistes dans le domaine de la protection des droits de l'homme et certains partis politiques d'opposition dénoncent vigoureusement son impact négatif sur les droits civiques et les réformes démocratiques. Certaines organisations non gouvernementales estiment que la présence de troupes américaines sur le sol africain aura l'effet contraire de ce qui est espéré avec AFRICOM.

Le commandement AFRICOM est conçu pour apporter la stabilité à l'Afrique, mais seulement dans la mesure où cette stabilité est favorable aux intérêts des États-Unis. De nombreux Africains estiment qu'AFRICOM jouera en fait un rôle déstabilisateur pour le continent et fera courir de grands risques

---

***...La Chine fournit aux pays africains une alternative qui, au moins à court terme, est beaucoup plus attrayante à de nombreux égards.***

extraire pour son compte. Elle a également des intérêts dans divers marchés africains. Ceci ne nous pose aucun problème. Les États-Unis ne sont pas inquiets de cette compétition économique avec la Chine. Ce que je veux dire, c'est que nous sommes

pour les partenaires africains des États-Unis. Malgré tout ce qu'on peut dire actuellement sur l'aspect nouveau et innovateur de ce nouveau type d'engagement, il se peut qu'AFRICOM

---

## ***La stratégie antiterroriste a convaincu les pays africains de l'égoïsme des que les problèmes de sécurité des États-Unis...***

serve tout simplement à protéger les régimes impopulaires qui sont favorables aux États-Unis et à leurs intérêts pendant que l'Afrique s'enfonce encore plus dans la pauvreté, comme cela fut le cas pendant la Guerre froide.<sup>13</sup>

Les pays africains et les organisations régionales ont des points de vue similaires. La Communauté pour le Développement de l'Afrique australe (SADC), qui représente 14 pays de l'Afrique australe, a déclaré qu'aucun de ses membres n'accueillerait AFRICOM. Selon les termes du Ministre sud-africain de la Défense, Mosiuoa Lekota :

Lors de la réunion du Comité interétatique de la Défense et de la Sécurité qui a eu lieu à Dar es Salaam, les Ministres de la Défense et de la Sécurité de la SADC ont pris la décision de ne pas accepter d'accueillir AFRICOM dans leurs pays – et en particulier les forces armées [des États-Unis] – et ils recommandent aux pays frères de la région de faire de même.<sup>14</sup>

Il ajouta que les 53 membres de l'Union africaine ne devraient pas autoriser la présence de forces américaines, et au cas où ils le feraient, il seraient menacé que « les autres pays frères pourront refuser de coopérer avec [les pays qui autoriseraient une telle présence] dans d'autres domaines en plus de ce domaine particulier. »

Une analyse réalisée en 2007 par l'U.S. Army War College Strategic Studies Institute conclut que les efforts de lutte contre le terrorisme des États-Unis depuis 2001 en Afrique ont été contre-productifs :

Bien qu'ils aient été souvent couronnés de succès sur le plan tactique, ces efforts – contre les insurgés algériens en Afrique du Nord et contre un assortiment d'Islamistes en Somalie — n'ont pas été réellement bénéfiques pour les intérêts de sécurité des États-Unis et n'ont pas non plus réussi à stabiliser la situation dans les pays concernés. Cet échec peut être imputé en partie aux hypothèses erronées sur lesquelles la guerre contre le terrorisme s'est appuyée en Afrique. Les États-Unis ont basé leurs initiatives de lutte contre le terrorisme depuis le 11 septembre sur une politique d'« agrégation » dans le cadre de laquelle des insurrections localisées et sans liens les unes avec les autres ont été amalgamées en un ensemble effrayant, mais artificiellement monolithique. Des analyses erronées concernant la proportion non négligeable de Musulmans dans la population africaine et sa pauvreté accablante, le grand nombre de régions où règne l'anarchie et les pays ingouvernables ont contribué encore plus à présenter une image déformée de la menace terroriste provenant du continent.<sup>15</sup>

En d'autres termes, la lutte contre le terrorisme en Afrique a commencé à faire écho à la lutte contre le Communisme pendant la Guerre froide. Al-Qaeda est devenu le « croque-mitaine » de notre époque, tentant vainement de coordonner des efforts disparates de groupes éloignés les uns des autres dont les problèmes sont locaux. Les États-Unis n'ont pas encore tiré les leçons du fiasco de la Guerre du Vietnam.

## **Une apparence d'inutilité**

AFRICOM a peut-être perdu toute valeur aux yeux de dirigeants africains qui auraient accueilli une assistance concrète et substantielle des États-Unis en matière de sécurité. Il ne fait aucun doute que la sécurité préoccupe toujours énormément l'Afrique, et qu'elle aurait pu constituer un formidable outil de marchandage d'autant plus crédible qu'il bénéficiait du soutien de la plus grande puissance militaire du monde. Cependant, son association avec une plate-forme irréalisable de démocratisation et de programmes humanitaires a gaspillé ce pouvoir de marchandage. Le résultat a

été une augmentation de la méfiance, de l'incrédulité et des préoccupations au sujet de la militarisation de la diplomatie américaine. Bien qu'AFRICOM souligne avec fierté sa structure multidisciplinaire, les dirigeants africains s'en méfient. Quel dirigeant africain pourrait accueillir une organisation militaire pour lui apprendre les règles de la démocratie et d'une bonne gouvernance ?

Un analyste estime que l'amalgame des idéaux démocratiques et de l'institution militaire a eu le pire résultat qui soit – pas de démocratie et pas de sécurité :

À la place d'une vision claire, les dirigeants américains ont présenté une image confuse d'une organisation ayant apparemment l'intention de combiner le développement économique et les activités de promotion d'une bonne gouvernance qui étaient jusque-là l'apanage des administrations civiles, avec des activités militaires. En raison des nombreux coups d'État dont a souffert le continent naguère, les Africains

ont tendance à regarder cette militarisation de l'espace civil avec une grande méfiance.<sup>16</sup>

Un autre analyste a un point de vue très similaire : « Les soldats ne pouvaient pas non plus créer les conditions dans lesquelles la démocratie pourrait se développer et s'épanouir. Beaucoup de choses qui ont été faites au nom de la démocratie ont causé la déstabilisation et la destruction pays hôte, un processus qui n'est pas facile à inverser. »<sup>17</sup>

### **La stratégie bilatérale initiale d'AFRICOM**

La stratégie bilatérale initiale d'AFRICOM l'a empêcher de se faire accepter. Une évaluation plus complète de l'environnement diplomatique actuel du continent africain aurait permis aux architectes de cette organisation d'identifier deux éléments essentiels. Le premier est l'engagement du continent à la poursuite de l'intégration et sa préférence pour des mécanismes de sécurité collective comme moyen de réduire son instabilité. Le deuxième



DOD, TSGT Jeremy T. Lock

*Le Général William E. Ward, de l'U.S. Army, commandant en chef de l'U.S. Africa Command, dans le cadre d'un entretien avec le Colonel Sam Kavuma, de l'Ugandan People's Defense Force, pendant une visite du district de Gulu en Ouganda, le 10 avril 2008.*

élément, et c'est peut-être l'élément le plus crucial des deux, est le fait que l'orientation sécuritaire est dirigée par les grandes puissances à tendance hégémonique de la région – l'Afrique du Sud, le Nigeria et, dans une certaine mesure, la Libye – dont les politiques visent toutes à s'opposer à chaque ingérence de pays extérieurs à l'Afrique. L'Afrique du Sud, le Nigeria et la Libye ont exprimé l'opposition la plus forte à AFRICOM dans leurs « zones d'influence ». Une stratégie bien meilleure aurait pu consister à entamer un dialogue dès le début avec les structures régionales du continent et à solliciter leur engagement direct.

Il n'est pas question de nier que face à une résistance quasiment uniforme, AFRICOM a commencé à baisser le ton en ce qui concerne certaines de ses innovations principales. Les médias spéculent toujours que chaque pays visité par les dirigeants d'AFRICOM lors de leurs visites sur le continent servira de pays d'accueil pour AFRICOM, mais AFRICOM rejette toujours de telles allégations. Par exemple, lorsque le commandant en chef d'AFRICOM, le Général William E. Ward, s'est rendu en Ouganda en avril 2008, le responsable des relations publiques d'AFRICOM a affirmé : « Nous n'avons nullement l'intention de créer de nouvelles bases en Afrique, ou en Ouganda en particulier. »<sup>18</sup> Le Maroc, l'Algérie et la Libye ont refusé tous les trois d'autoriser l'implantation d'une base américaine sur leurs territoires.<sup>19</sup>

En outre, AFRICOM a commencé à réduire l'importance qu'il accordait à l'origine à sa structure interinstitutionnelle et à ses programmes d'assistance humanitaire. Selon le commentaire récent d'un analyste, « Ils battent réellement la retraite sur le terrain de leur nature interinstitutionnelle. Ce qu'ils disent maintenant, c'est qu'ils fourniront des programmes militaires plus efficaces et plus productives. »<sup>20</sup>

Ce redressement a commencé à porter des fruits. Le Gouvernement du Nigeria se montre désormais moins hostile à AFRICOM. Quand on lui a posé des questions sur le commandement, le Président du Nigeria a donné une réponse assez ambiguë, mais il a noté qu'AFRICOM avait pour objet la fourniture d'une assistance militaire traditionnelle. Le Ministre des Affaires étrangères du Nigeria a évoqué « AFRICOM 2 »,

impliquant que le Nigeria préférerait beaucoup un AFRICOM qui combattrait le terrorisme et renforcerait la capacité des armées africaines au vieil « AFRICOM 1 », par l'intermédiaire duquel les États-Unis étaient intervenus sur le continent sans même consulter les gouvernements locaux.<sup>21</sup> De plus, il précisa que ceci augmenterait les chances du Nigeria d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le Général Ward a beaucoup fait pour dissiper cette réticence initiale. Par exemple, un ancien Président du Botswana, Festus Mogae, vient de déclarer son soutien à AFRICOM.<sup>22</sup> Un commentateur ghanéen indiqua que son pays serait l'« hôte idéal » pour AFRICOM.<sup>23</sup> Néanmoins, les trois « grands » – la Libye, le Nigeria et l'Afrique du Sud – font toujours preuve de la même méfiance vis-à-vis d'AFRICOM. La notification selon laquelle le Président Barack Obama ne se rendrait pas au Nigeria lors de son voyage en Afrique a été interprétée en partie comme une rebuffade pour ce pays en raison de l'opposition de ce pays à AFRICOM.<sup>24</sup> Mary Yates, qui était alors l'adjointe du Commandant pour les relations civilo-militaires à AFRICOM, admit qu'AFRICOM « n'avait pas été lancé comme il aurait fallu. Et vous savez, lorsque vous travaillez en Afrique, il est important de consulter tout le monde. Il vaut mieux y aller et écouter, et prendre une dizaine de tasses de thé. Et cela n'a probablement pas eu lieu. »<sup>25</sup>

## Un échec en termes de relations publiques ?

Certains analystes ont jugé que la résistance initiale à AFRICOM tenait en grande partie à une mauvaise campagne de relations publiques. Brett Schaeffer, de la Heritage Foundation, estime que :

Étant donné que les États-Unis ont tellement hésité à annoncer les détails, cela a permis aux gens de suggérer toutes sortes de théories sur des conspirations imaginaires pour combler les lacunes de l'information, sans avoir de fondements valides sur lesquels baser leurs conclusions . . . Tout ce que les États-Unis peuvent faire, c'est d'expliquer clairement quel rôle ils envisagent pour AFRICOM – ce que je considère tout à fait positif.<sup>26</sup>

Malgré tout, même une très bonne campagne de relations publiques ne suffira pas à convaincre

les puissances à tendances hégémoniques de la région que le regain d'intérêt des États-Unis pour l'Afrique n'aura pas des conséquences contraires à leurs intérêts. Et les Africains ne seront pas facilement convaincus par des affirmations des États-Unis selon lesquelles AFRICOM n'a pas pour objectif de s'opposer à l'influence chinoise (ou indienne, ou russe). Ils imaginent déjà une nouvelle version du « Partage de l'Afrique ». <sup>27</sup> Pire encore, ils considèrent la rhétorique de l'idéalisme démocratique comme une version moderne du « fardeau de l'homme blanc » ou de sa mission civilisatrice. Le Gouvernement actuel des États-Unis peut avoir oublié la rhétorique avilissante du 19<sup>e</sup> siècle, mais les Africains ne l'ont certainement pas oubliée. Certains d'entre eux comparent la réunion du G8 de 2006 qui a manifesté pour la première fois le récent intérêt des grandes puissances pour l'Afrique au Congrès de Berlin au 19<sup>e</sup> siècle qui avait morcelé le continent. Aucun Africain n'avait participé à ce Congrès non plus.

### **Recommandations concernant la stratégie**

Pour corriger ces erreurs initiales, les plans d'AFRICOM concernant sa stratégie d'implantation et ses communications stratégiques devraient inclure les processus suivants :

- Refondre la stratégie des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique dans un ensemble plus complet afin d'être plus cohérente et uniforme, et d'être plus axée sur le long terme. Il faudrait reconnaître plus ouvertement le rôle désormais important de l'Afrique dans la politique américaine et donner un nouvel élan politique pour la mobilisation des ressources et le développement d'une bureaucratie dédiée à cet objectif.

- Établir un cadre officiel de collaboration incluant AFRICOM, l'Union africaine et les Communautés économiques régionales, avec notamment des structures communes de planification et de coordination. Une reconnaissance officielle d'AFRICOM par le Conseil exécutif de l'Union africaine et ses antennes régionales constituerait un jalon d'importance cruciale. En échange, AFRICOM devrait renoncer à sa stratégie bilatérale habituelle et s'axer sur la collaboration avec les institutions continentales.

- Élaborer conjointement la stratégie d'AFRICOM avec les organes de sécurité collective du continent, tels que le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union africaine et les structures des conseils économiques régionaux pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits. Négocier des protocoles d'entente avec ces structures.

- Redéfinir le concept d'AFRICOM et recentrer le commandement sur les questions de sécurité. Maintenir les programmes civils et humanitaires, ainsi que les efforts de libéralisation, sous l'égide du Département d'État et de l'U.S. Agency for International Development, qui ont déjà démontré leur efficacité à cet égard et jouissent de la confiance des Africains jusqu'au niveau des communautés locales. Ceci contribuerait aussi dans une très large mesure à apaiser les préoccupations des dirigeants africains au sujet d'une militarisation de la politique américaine en Afrique.

- Renforcer les ressources d'AFRICOM pour les programmes liés à la sécurité et exprimer l'engagement des États-Unis à fournir un soutien logistique et communiquer les informations nécessaires à l'appui des opérations de maintien de la paix de l'Union africaine. En fonction des circonstances, tout particulièrement dans le contexte des missions du type Chapitre VII, le soutien apporté par AFRICOM à ces missions pourrait se traduire par un support aérien plus conséquent (pour les transports et comme appui aérien direct). La déclaration de mission du commandement indique fait que celui-ci adopte désormais une posture plus axée sur la sécurité, en mettant en valeur un « engagement de sécurité soutenu par l'intermédiaire de programmes d'assistance de sa structure militaire aux forces armées » et « d'autres opérations selon les besoins dans le but de promouvoir un environnement africain stable et sûr qui correspondrait aux buts de la politique étrangère américaine ». AFRICOM devrait accentuer cette réorientation et la consolider autour de mécanismes négociés de coopération et de plans communs dans le domaine de la sécurité.

- Saisir l'opportunité présentée par le renforcement actuel de l'UNAMID pour démontrer la résolution des États-Unis d'apporter son soutien aux initiatives de paix sur le continent grâce à un appui dans les domaines de la logistique et du renseignement.

• Axer l'assistance d'AFRICOM à la formation sur des programmes multilatéraux par le biais de la Force africaine en attente et de ses brigades régionales, et fournir cette assistance par des exercices au niveau du bataillon et de la brigade, des exercices de postes de commandement et on soutien pour les centres de formation à la paix bénéficiant de l'appui des États-Unis dans chaque région. Le Kofi Annan International Peace Training Center pourrait fournir de laboratoire intéressant pour ce concept. AFRICOM pourrait contribuer à augmenter la capacité du Centre avec de l'argent, des équipements et des instructeurs.

## Recommandations concernant les communications stratégiques

Voici des recommandations on vue de communications qui permettraient d'amorcer un dialogue plus constructif :

• Engager les dirigeants politiques africains en leur expliquant la raison d'être réelle d'AFRICOM

afin d'éliminer leurs perceptions négatives contre le commandement. À cet égard, l'élaboration d'un document de synthèse sur la stratégie par les responsables au niveau politique serait utile pour clarifier les objectifs stratégiques des États-Unis. Il ne fait guère de doute que les pays africains comprendraient et peut-être accepteraient le droit légitime des États-Unis de poursuivre ses intérêts à l'échelle mondiale.

• Ouvrir un dialogue avec la société civile africaine, clarifier les objectifs du commandement et souligner ses avantages pour la sécurité et la stabilité du continent.

• Réduire la rhétorique antiterroriste et cibler les problèmes de sécurité qui concernent plus les Africains. Restaurer l'importance des problèmes de sécurité de l'Afrique parmi les priorités d'AFRICOM en matière de sécurité.

• Lancer des campagnes médiatiques sur l'ensemble du continent afin de souligner la nature bienveillante d'AFRICOM et la générosité de son programme d'assistance. **MR**

## NOTES

1. « U.S. fails to find an African home for its new African Command », *World Tribune*, 13 juin 2008. <[www.worldtribune.com/worldtribune/WTARC/2008/ss\\_military0236\\_06\\_13.asp](http://www.worldtribune.com/worldtribune/WTARC/2008/ss_military0236_06_13.asp)> (16 juin 2008).

2. Michele Ruiters, « Why U.S.'s AFRICOM Will Hurt Africa », *Business Day* (Johannesburg), 14 février 2007 <<http://allafrica.com/stories/200702140349.html>> (25 mai 2008).

3. « Africa Command: Opportunity for Enhanced Engagement for the Militarization of U.S.-Africa Relations? » Déclaration de M. Wafula Okumu, Washington, DC, Commission des Affaires étrangères, Sous-commission Afrique et santé mondiale de la Chambre des Représentants des États-Unis, 110<sup>e</sup> Congrès, Première session, 2 août 2007, 45.

4. Conn Hallinan, « Into Africa », *Foreign Policy in Focus*, 15 mars 2007, <[www.fpif.org/fpifxt/4079](http://www.fpif.org/fpifxt/4079)> (25 mai 2008).

5. John Liebhart, « The groundswell of opposition to AFRICOM from African bloggers », <[www.globalvoicesonline.org/2008/02/24/african-bloggers-the-groundswell-of-opposition-to-AFRICOM/](http://www.globalvoicesonline.org/2008/02/24/african-bloggers-the-groundswell-of-opposition-to-AFRICOM/)> (28 mai 2008).

6. Deane-Peter Baker, « The Americans are Already Here », Institute for Security Studies (Pretoria), 16 août 2007. <[www.iss.co.za/index.php?link\\_id=31&slink\\_id=4874&link\\_type=12&slink\\_type=12&tmpl\\_id=3](http://www.iss.co.za/index.php?link_id=31&slink_id=4874&link_type=12&slink_type=12&tmpl_id=3)> (25 mai 2008).

7. Juliana Taiwo, « Africa: Liberia Wants AFRICOM Sited on Continent », *This Day* (Lagos), 6 novembre 2007, <<http://allafrica.com/stories/200711060775.html>> (17 juin 2008).

8. Michael Mihalka, « Not Much of a Game: Security Dynamics in Central Asia », *China and Eurasia Forum Quarterly* 5, N° 2: (2007).

9. Chika Amanze-Nwachuku et Davidson Iriekpen, « Nigeria: Russian, Chinese Oil Firms Jostle for Ogoni », *This Day* (Lagos), 16 juin 2008, <<http://allafrica.com/stories/200806160005.html>> (17 juin 2008).

10. « Pentagon Africa Policy Chief Whelan Describes U.S. Objectives for Africa Command », Transcription, 18 février 2008, <[www.AFRICOM.mil/getArticle.asp?art=1663](http://www.AFRICOM.mil/getArticle.asp?art=1663)> (18 juin 2008).

11. Derek S. Reveron, Professeur associé en Affaires de sécurité nationale à l'U.S. Naval War College, Briefing, 19 juillet 2007, <<http://africacommand.org/Documents/AFRICOMJuly19.pdf>> (18 juin 2008).

12. Daniel Volman et Beth Tuckey, « Militarizing Africa (Again) », *Foreign Policy In Focus*, 21 février 2008, <[www.fpif.org/fpifxt/4997](http://www.fpif.org/fpifxt/4997)> (19 juin 2008).

13. Resist AFRICOM, <[http://salsa.democracyinaction.org/o/1552/t/5734/content.jsp?content\\_KEY=3855](http://salsa.democracyinaction.org/o/1552/t/5734/content.jsp?content_KEY=3855)> (19 juin 2008). Plusieurs ONG supportent ce site Web.

14. Shaun Benton, « Africa Opposed to U.S. Command Base—Lekota », *BuaNews* (Tshwane), 29 août 2007, <<http://allafrica.com/stories/200708290848.html>> (19 juin 2008).

15. Robert G. Berschinski, « Africom's Dilemma: The 'Global War on Terrorism,' 'Capacity Building,' Humanitarianism, and the Future of U.S. Security Policy in Africa », Strategic Studies Institute, U.S. Army War College, Carlisle Barracks, Pennsylvanie, novembre 2007, <[www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=827](http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/display.cfm?pubID=827)> (19 juin 2008).

16. Samuel Makinda, « Why AFRICOM Has Not Won Over Africans », *Africa Policy Forum*, 25 février 2008, <<http://forums.csis.org/africa/?p=72>> (19 juin 2008).

17. Ruiters.

18. Grace Matsiko, « Uganda: U.S. Rules Out AFRICOM Base in Country », *The Monitor* (Kampala), 11 avril 2008, <<http://allafrica.com/stories/200804110074.html>> (17 juin 2008).

19. Ibid.

20. Gordon Lubold, « Pentagon scales back AFRICOM ambitions », *Christian Science Monitor*, 16 mai 2008, <[www.csmonitor.com/2008/0516/p03s03-usmi.html?page=1](http://www.csmonitor.com/2008/0516/p03s03-usmi.html?page=1)> (13 juin 2008).

21. Josiah Oluwale, « Nigeria Backpedals on AFRICOM », *The Punch*, 28 mai 2008.

22. The Botswana Guardian, 15 mai 2009.

23. Asare Otchere-Darko : « Obama's Visit: What's in it for us and U.S.? » <[Ghanaweb.com](http://Ghanaweb.com)>, 25 mai 2009.

24. Modupe Ogunbayo : « Obama Shuns Nigeria », *Newswatch* [Lagos], 25 mai 2009-1<sup>er</sup> juin 2009, 28-30.

25. « Transcript: Yates Discusses Lessons Learned at U.S. Africa Command », 12 mai 2009, <[www.africom.mil/getArticle.asp?art=3009](http://www.africom.mil/getArticle.asp?art=3009)> (2 juin 2009).

26. Daniel Gordon, « The controversy over AFRICOM », BBC News, 3 octobre 2007, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7026197.stm>> (17 juin 2008).

27. Obi Nwakanma, « AFRICOM—The Invasion of Africa », *Vanguard* (Lagos), 18 novembre 2007.